

PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE,
DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FINANCES
SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE

ROUEN, le 24 SEP. 1999

Affaire suivie par Mme GIEL.
FG- 02 32.76.53.95
Rappeler impérativement les références ci-dessus

Télécopie : 02.32.76.54.60

- **ARRÊTÉ** -

LE PREFET,
DE LA REGION DE HAUTE-NORMANDIE
PREFET DE LA SEINE-MARITIME
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

**ESSO SAF
LILLEBONNE
DEPOT D'HYDROCARBURES
PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES**

VU :

La loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 précitée,

L'instruction ministérielle du 9 novembre 1989 relative aux dépôts anciens de liquides inflammables,

L'arrêté ministériel du 4 septembre 1967, modifié par l'arrêté ministériel du 19 novembre 1975, relatif aux usines de traitement de pétrole brut, de ses dérivés et résidus,

L'arrêté ministériel du 8 décembre 1995 relatif à la lutte contre les émissions de composés organiques volatils résultant du stockage de l'essence et de sa distribution des terminaux aux stations service,

L'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 et les circulaires d'application des 28 janvier 1993 et 28 octobre 1996 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées,

Les dossiers d'installations classées font l'objet, pour leur gestion, d'un traitement informatisé. Le droit d'accès au fichier et de rectification prévu par l'article 27 de la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la Préfecture.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

L'arrêté préfectoral du 10 octobre 1988 autorisant la société ESSO SAF, dont le siège social est 2 rue des Martinets à RUEIL MALMAISON, à exploiter un dépôt d'hydrocarbures au lieu dit « Les Alluvions » à LILLEBONNE

Les courriers des 26 août et 9 novembre 1998 par lesquelles la société ESSO SAF, d'une part, déclare les modifications apportées sur le dépôt libre d'hydrocarbures qu'elle exploite au lieu dit « Les Alluvions » à LILLEBONNE et, d'autre part, sollicite une dérogation aux dispositions de l'arrêté ministériel susvisé du 8 décembre 1995,

Le rapport de l'inspection des Installations Classées en date du 28 mai 1999,

La délibération du conseil départemental d'hygiène en date du 8 juin 1999,

Les notifications faites au demandeur les 29 mai 1999 et

27 JUL. 1999

CONSIDERANT :

Que les modifications apportées sur le dépôt libre d'hydrocarbures exploité par la ESSO SAF à LILLEBONNE et consistant, en l'adjonction de 2 cuves de 10m³ et de 2 cuves de 5m³ destinées au stockage d'additifs, liquides inflammables de catégorie C, nécessite une mise à jour des prescriptions de l'autorisation initiale susvisée du 10 octobre 1988,

Que la proximité et donc la connexité de ce dépôt avec les unités de la raffinerie ESSO R SAF justifie de considérer que les dispositions de l'instruction ministérielle précitée du 9 novembre 1989 lui sont applicables,

Qu'au terme de l'arrêté ministériel susvisé du 8 décembre 1995, il appartenait à la société ESSO SAF d'équiper l'ensemble de son dépôt d'écrans internes ad'hoc avant le 31 décembre 1998,

Que le maintien en service, au delà de 2000, des bacs 5 et 7 étant hypothétique, l'exploitant sollicite le report de l'échéance au 31 décembre 2000 pour leur mise en conformité,

Qu'il y a lieu, en conséquence, de faire application des dispositions prévues par les articles 18 et 20 du décret du 21 septembre 1977 susvisé,

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} : La Société ESSO SAF, dont le siège social est 2 rue des Martinets à RUEIL MALMAISON, est tenue de respecter les prescriptions complémentaires ci-annexées pour l'exploitation de son dépôt libre d'hydrocarbures situé au lieu dit « Les Alluvions » à LILLEBONNE.

En outre, l'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) - parties législatives et réglementaires - du Code du Travail, et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Sur sa demande, tous renseignements utiles lui seront fournis par l'inspection du travail pour l'application de ces règlements.

ARTICLE 2 : Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement.

ARTICLE 3 : L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées et de l'inspection du travail, de l'inspection des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

ARTICLE 4 : En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté pourra faire l'objet des sanctions prévues à l'article 23 de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, le présent arrêté cessera de produire effet si l'établissement n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

ARTICLE 5 : Au cas où la société serait amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration aux services préfectoraux, dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins un mois avant la date de cessation, dans les formes prévues à l'article 34.1 du décret précité du 21 septembre 1977 modifié, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976.

ARTICLE 6 : Conformément à l'article 14 de la loi du 19 juillet 1976 susvisée, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 7 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8 : Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet du HAVRE, le maire de LILLEBONNE, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute-Normandie, les inspecteurs des installations classées, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de LILLEBONNE.

Un avis sera inséré aux frais de la société intéressée dans deux journaux d'annonces légales du département.

ROUEN, le 24 SEP. 1999

Pour Ampliation
Le Chef de Service

LE PREFET,
Pour le Préfet, et par délégation,
le Secrétaire Général,
Roger PARENT

Alain AUGER-BORDE